

Urbanités

Lu – avril 2017

Douala et Kigali. Villes modernes et citadins précaires en Afrique, Benjamin Michelon

Marie Morelle



Au fil d'un livre de plus de 300 pages, Benjamin Michelon, professeur associé à l'École d'Urbanisme de Paris et chef de projet au groupe Huit¹, s'attelle à discuter de « l'insertion urbaine des territoires précaires et de ses habitants » (p. 246) depuis l'étude de deux villes du continent africain, Douala (Cameroun) et Kigali (Rwanda).

L'auteur veille à contextualiser son analyse en rappelant les reformulations de cette problématique tout au long des XX^e et XXI^e siècles dans le champ du développement urbain. Notons dès à présent le souci de l'auteur de partager un certain nombre de données de manière très synthétique et didactique tout au long de l'ouvrage : chronologies, cartes, plans, photographies commentées, graphiques.

Benjamin Michelon n'ignore donc pas combien la question de l'intégration des quartiers précaires est formulée de manière récurrente. Afin de mener à bien son analyse, il propose une démarche originale à double titre : axer son propos sur l'étude des marchés de quartier, s'émanciper des études monographiques et mener une lecture comparée des villes de Douala et de Kigali.

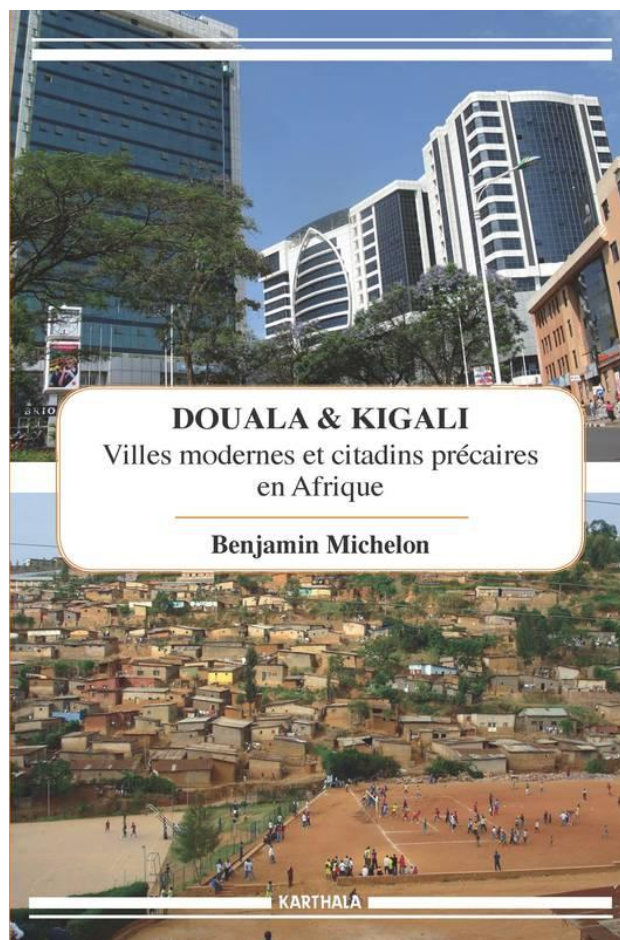
Une analyse urbaine depuis les marchés de quartier

L'auteur souhaite discuter de l'intégration des quartiers les plus précaires depuis l'étude de leurs marchés. Il explique que ces derniers s'inscrivent à l'articulation de flux de marchandises mondialisés et de processus de vente territorialisés en référence à Manuel Castells (2010). Toutefois, Benjamin

¹ Le Groupe-Huit est un bureau d'études français intervenant sur les problématiques de développement urbain dans les pays du Sud (études, assistance technique, maîtrise d'œuvre, etc.).

Michelon n'aura de cesse de vouloir démontrer la nécessité de croiser approches en termes de flux et approches en termes de territoires là où selon lui, Manuel Castells en propose une analyse trop disjointe.

L'étude des marchés donne également à discuter de la fabrique de l'action publique par des acteurs divers (État, services déconcentrés, décentralisés) suivant des registres pluriels (l'aménagement, le développement économique, la fiscalité). Outre une réflexion sur les conceptions des politiques publiques, il convient d'observer leur mise en application. Pour Benjamin Michelon, étudier le fonctionnement quotidien des marchés de quartier revient alors à saisir le rapport qu'entretiennent les habitants (riverains, commerçants) aux pouvoirs publics. Outre la dimension politique du commerce et de la gestion des équipements commerciaux, de telles enquêtes ouvrent la voie à la compréhension des rapports sociaux, en particulier des réseaux sociaux, des facteurs de leur constitution et de leur maintien. Ainsi le marché permet-il de saisir des dynamiques économiques, politiques et sociales, appréhendées aux échelles d'un quartier, d'une ville et de l'inscription de cette dernière dans des flux de marchandises mondialisés.



Benjamin Michelon a choisi d'observer deux marchés à Kigali et à Douala (observations, relevés cartographiques, entretiens semi-directifs, focus group parfois). Ce choix s'appuie avant tout, semble-t-il, sur son expérience professionnelle qui l'a conduit à intervenir dans les deux villes (p. 43), dont il considère le croisement utile à une forme de modélisation des villes d'Afrique centrale (p. 31).

À chaque fois, il a veillé à mener des enquêtes dans un marché situé à la jonction entre le centre-ville hérité de la colonisation et des quartiers plus récents aménagés par l'État. Ces marchés s'inscrivent dans des espaces lotis mais fortement réappropriés au fil des décennies par les habitants, par diverses pratiques en marge de la planification formelle. Ils sont donc le prétexte à analyser des processus d'intégration à l'espace urbain (p. 283) et notamment les négociations perpétuelles entre normes

officielles et pratiques informelles : à Douala, le marché de la Cité SIC de la zone Bassa, à Kigali, le marché Biroyogo. À Douala, les négociations des vendeurs sont multiples avec les agents de l'Etat quand, à Kigali, le marché est le lieu où se déploie et s'incarne le contrôle étatique. Dans la première, les marchands s'approprient les rues adjacentes quand, dans la seconde, le marché se vide, concurrencé par de nouveaux espaces commerciaux. À chaque fois néanmoins, l'auteur donne à voir un lieu de sociabilités et de solidarité dense, très féminisé.



Un marché de rue du quartier populaire de Mbandaka à Douala (Nantchop, 2012)

Une approche comparée

L'auteur cherche donc à croiser la situation de deux marchés partageant des traits communs. Il annonce la comparaison comme un élément majeur de sa réflexion. Il semble l'envisager depuis les marchés mais aussi depuis les villes étudiées. Dès lors, un léger flou demeure sur ce qui fait l'objet de la comparaison : s'agit-il de comparer des lieux - les marchés, les villes - en repérant leurs singularités et leurs points communs ? Ou s'agit-il de comparer des processus prenant corps dans les espaces étudiés ? Dans ce cas, de quels processus est-il question ? D'un côté, l'auteur semble vouloir comparer l'influence croisée de flux économiques et financiers mondialisés et de pratiques commerciales ancrées à l'échelle locale. Il s'agirait alors de discuter des mutations commerciales et de leurs effets socio-économiques, politiques et urbains et, partant de l'approche comparée, de comprendre les facteurs explicatifs de ces mutations dans deux contextes distincts. D'un autre côté, Benjamin Michelon paraît vouloir comparer les processus de production urbaine de manière plus large, à Douala et à Kigali. L'enjeu réside notamment dans le refus d'appréhender des dynamiques urbaines localisées depuis un « modèle » de développement urbain, prétendument universel. Peut-être, en définitive, les deux lectures se combinent-elles ? Ce qui demeure étonnant reste le choix de l'auteur de traiter dans une première partie de Kigali (« Kigali, la (re)construction à marche forcée »), dans une deuxième de Douala (« Douala, ville rebelle et bouillonnante ») et de ne mener une approche comparée qu'à l'occasion de la troisième et dernière partie, la plus brève (« La ville fragmentée des flux et des lieux »).

Sur la question des modèles et sur l'idée d'une théorie universelle de la ville, on peut regretter l'absence de référence aux écrits anglophones récents en études urbaines appelant à « provincialiser » les villes du Nord² et à reconnaître la possibilité de mener une réflexion théorique dans les études

² Notons toutefois la mention des travaux de Jennifer Robinson : *Ordinary Cities: Between Modernity and Development*, Londres, Routledge, 2006. Ce mouvement souhaite non seulement encourager des travaux sur les

urbaines depuis le Sud, notamment de dépasser l'opposition entre villes « globales », situées au Nord, érigées en modèles de la théorie urbaine, et les *mégacities* en crise, localisées au Sud (Roy, 2009 et 2011). Outre le débat mené (ou à mener) dans la sphère scientifique, c'est aussi la question de la place et de l'influence des acteurs du développement et des transferts Nord-Sud qui mérite d'être posée : elle habite d'ailleurs la réflexion de l'auteur. De Kigali à Douala, il nous montre la présence de la Banque mondiale, de coopérations bilatérales (Chine, États-Unis, France), de sociétés de conseil (l'américaine Oz Architecture ou les urbanistes de la Singapore Coopération Enterprise et de la Surbana International Consultants Private Limited à Kigali au tournant des années 2000). Au fil des pages, dans les deux villes, nous constatons leur présence à travers des injonctions, des financements, l'établissement de documents d'urbanisme et finalement une myriade de projets très localisés, rarement pérennes (« archipels de projets locaux » p. 283). Dans les deux villes, l'espace urbain dual, hérité des aménagements coloniaux et de la volonté de séparer la « ville coloniale » des quartiers « africains » tend à se fragmenter, notamment sous l'action d'une diversité de projets. L'auteur reproche à ces actions de nourrir une aspiration à une certaine modernité (sans cesse reformulée au gré des contextes, de la ville coloniale à la ville globale) au détriment des quartiers précaires, marginalisés de manière récurrente et de leurs habitants, dominés (p. 248). On formulera alors un second regret : l'absence d'un regard réflexif plus explicite sur la pratique professionnelle de l'auteur, et sur les coopérations et expertises conduites. Lui était-ce possible ?

Deux synthèses et des perspectives de questionnement

En dépit d'une étude en deux temps de Kigali puis de Douala, on saura gré à l'auteur de donner à lire des synthèses tout à fait éclairantes de l'histoire des deux villes. Chaque ville va connaître une trajectoire marquée par les heurts de l'histoire : violence politique, austérité économique, clientélisme. À chaque fois, cela se traduit par un étalement urbain articulé à des constructions illégales, donnant naissance à des quartiers sous-équipés. Les plans à peine conçus sont dépassés, si ce n'est tout simplement jamais appliqués.

Depuis plus de dix ans, les gouvernements centraux de ces deux pays tentent d'attirer des investissements étrangers et de la diaspora afin de promouvoir de grandes réalisations immobilières. Ainsi Benjamin Michelon démontre-t-il une reprise en mains forte de Kigali, en quête d'une image de ville « durable » et « connectée », aux rues propres, verdoyantes, sous contrôle, où les centres commerciaux entrent en concurrence avec les marchés de quartier, au détriment des habitants les plus démunis, vendeurs ou clients. Kigali doit être la vitrine urbaine du processus de réconciliation nationale post-génocide. Au-delà de la dimension inégalitaire du projet, l'aménagement devient l'instrument d'un contrôle autoritaire des populations (« dirigisme étatique »). À Douala, la complexité de l'organigramme politico-administratif entre les délégations ministérielles, une communauté urbaine sous la coupe du Délégué du gouvernement nommé par le président de la République et des maires d'arrondissement élus mais sans moyens dessert la cohérence des grandes orientations d'aménagement. Finalement, le marché de quartier devenu « marché de rue », accapare les espaces publics. Ce que l'auteur ne montre peut-être pas assez, c'est combien ce rapport qu'il qualifie de « confus » entre habitants et État se nourrit de maintes négociations et transactions, éventuellement corruptives. L'État n'a rien d'une entité monolithique guidé par des intentions explicitement établies : se rencontrent et s'affrontent divers services et fonctionnaires, élus, notables de quartiers, chefs, leaders associatifs et habitants. À ce titre, il serait intéressant de pousser l'analyse afin de saisir les parcours de politisation qui se jouent au fil des négociations avec des agents de l'État ou encore avec

villes du Sud mais aussi en faire le moteur d'un renouvellement théorique en études urbaines. Il dénonce un dispositif théorique fondant les villes du Nord comme modèle. Il s'agit alors de se demander en quoi l'affirmation - implicite ou explicite - d'une dimension universelle du fait urbain serait fondée et de rappeler la diversité des régimes d'historicité dans lesquels les villes s'inscrivent à travers le monde.

des bailleurs : quels leaders associatifs émergent ? En quoi les habitants parviennent-ils à se penser comme sujets politiques et donc sujets de droits ? A contrario, le pouvoir central n'hésitera pas à faire usage de la coercition, coupant court à toute forme de marchandage politique (détentions arbitraires, incarcérations, assassinats). La dimension autoritaire du régime demeure euphémisée (cf. les émeutes de 2008).

Au-delà de ce face-à-face entre l'État et les habitants, il convient de souligner le rôle d'autres acteurs qui semblent partiellement évincés de la réflexion de l'auteur. Si, à Kigali, l'auteur prend soin de montrer les ententes liant acteurs privés, acteurs institutionnels et politiques faisant de la ville un espace d'accumulation, rien de tel n'apparaît dans l'analyse de Douala. Pourtant, bien des aménagements (lotissements, mini-réseaux d'eau) sont le fruit de coalitions d'intérêts mêlant acteurs privés et publics. La figure des *Big Men*³, mêlant entrepreneuriat économique et carrière politique est belle et bien présente dans la fabrique matérielle de la ville. Ces hommes d'affaire participent à la fragmentation de l'espace urbain en y démultipliant leurs projets hors de toute planification institutionnelle.

Pour conclure, la lecture de cet essai se révèle stimulante. Elle nous apprend sur deux espaces urbains et nous invite à réfléchir aux pratiques quotidiennes des plus précaires comme à celles des acteurs dominants.

MARIE MORELLE

Marie Morelle est maîtresse de conférences et HDR en géographie à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne et à l'UMR Prodig, membre du collectif Inverses (www.inverses.org). Après des recherches sur les processus de marginalisation sociale en ville (enfants des rues au Cameroun et à Madagascar), elle a travaillé sur les politiques de sécurité publique et les politiques pénitentiaires au Cameroun. Avec Frédéric Le Marcis (ENS-Lyon), elle dirige actuellement un programme de recherche sur l'économie de la peine et de la prison en Afrique (<https://ecoppaf.hypotheses.org>). Elle développe également une réflexion sur les liens entre informalité et gouvernement urbain, à titre principal en Afrique, à titre secondaire en Europe (France).

Benjamin Michelon, 2016, Douala & Kigali. Villes modernes et citadins précaires en Afrique, Paris, Karthala, 307 p.

Benjamin Michelon est urbaniste de formation et professeur associé à l'École d'Urbanisme de Paris.

Pour aller plus loin

Castells M., 2010, « Globalisation, Networking, Urbanisation : Reflections on the spatial Dynamics of the information Age », *Urban Studies*, vol. 47, N°13 :2737-2745

³ Voir les recherches éclairantes de Virginie Nantchop sur les *Big Men* de l'eau (notamment sa thèse de doctorat en géographie « Politiques de l'eau et gouvernance urbaine. Acteurs et enjeux de l'accès à l'eau potable des populations à Douala, Cameroun », Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2017). Elle y décrit les carrières politiques d'importants hommes d'affaires (les *Big Men*) qui jouent de leurs réseaux au sein du parti présidentiel pour accéder au foncier, exécuter des forages et déployer des mini-réseaux d'eau à Douala. Ils sont des pivots d'un système politique structuré par des coalitions redistributives liant des acteurs privés à des acteurs publics (hauts fonctionnaires).

Roy, A. (2009), « The 21st-Century Metropolis: New Geographies of Theory », *Regional Studies* 43 (6) : 819-830.

Roy, A. (2011), « Urbanisms, worlding practices and the theory of planning », *Planning Theory* 10 (1) : 6-15.

Photo de couverture: photo de la cité SIC Kotto, à Douala Nord, (Nantchop, 2013, avec l'aimable autorisation de l'auteur)